



L'Assemblée générale de la CGT Finances publiques 31, réunie le 18 avril 2019, constate que depuis le 28 janvier qu'un conflit oppose les agents de Haute-Garonne aux directions locales et nationales, aucune négociation n'a été engagée, malgré le dépôt de préavis de grève national et local.

Les services ont exprimé des revendications qui relèvent de la responsabilité des deux niveaux de la hiérarchie.

Une première réponse de la DRFiP 31 a été faite pour une cinquantaine de services et, force est de constater que celle-ci aborde de manière très parcellaire des sujets pourtant très concrets posés par les personnels concernant le niveau local.

S'agissant des sujets considérés comme nationaux, nous ne pouvons nous contenter de la réponse du délégué interrégional, qui lors de l'entrevue du 12 avril, a informé les organisations syndicales que la réunion quadripartite (DG, DRFiP, OS locales et nationales) qu'elles avaient réclamée n'aurait pas lieu.

Nous constatons que notre directeur général multiplie les discussions avec l'Association des comptables publics mais se garde bien de discuter avec les représentants des agents en conflit durant plus de 2 mois dans un département.

Nous constatons qu'il est plus prompt à faire assigner au tribunal administratif par le directeur régional les personnels de Haute-Garonne, que de répondre aux revendications qui lui ont été posée lors de sa visite à Toulouse le 9 février 2017 et durant le conflit en cours.

Dans la lignée du gouvernement qu'ils servent avec zèle, MM. Parent et Perrin préfèrent manier la répression que la négociation.

Aussi, l'Assemblée générale mandate ses représentants à ne pas reprendre le dialogue social au sein des instances tant que de réelles négociations sur l'ensemble des revendications n'auront pas été ouvertes.

Elle demande à la section de s'adresser à l'ensemble des collègues du département pour les inviter à s'exprimer concernant les conditions de reprise du dialogue dit «social», sachant que l'objectif est la satisfaction de nos légitimes revendications.

Il en va de l'avenir de nos missions, de nos emplois et du service public.